

**BORDEREAU DE VERSEMENT AUX
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DU DOUBS**

Intitulé du service versant :

Direction Départementale des Territoires (DDT)
Implantation Territoriale de Montbéliard

Service producteur : DDE du Doubs – Service d'aménagement territorial de Montbéliard

N° de versement : 2272 W

Métrage : 27 mètres linéaires

Date du versement :

15 avril 2015

Exemplaire destiné au service versant

X Exemplaire destiné aux Archives

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	Introduction Les archives du présent versement ont été produites par les services de la DDE du Doubs compétents en matière d'urbanisme, à savoir le groupement d'études et de programmation (GEP) installé à Besançon, puis le service d'aménagement territorial de Montbéliard (SAT/MON). Si le premier service avait une compétence départementale, en revanche le ressort du SAT/MON ne couvrait que l'arrondissement de Montbéliard. Ce dernier a d'ailleurs déjà versé aux Archives départementales du Doubs une partie de ses archives en matière de planification urbaine (voir versement 1802W).			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	Sommaire du bordereau			
1-272	Documents d'urbanisme	1946-2013		
1-5	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU).	1967-1999		
6-7	Plan d'urbanisme directeur (PUD).	1963-1973		
8-200	Plans d'occupation des sols (POS) puis plans locaux d'urbanisme (PLU).	1969-2013		
201-244	Cartes communales	2001-2013		
245-263	Zones d'aménagement concerté (ZAC) et zones d'aménagement différé (ZAD).	1971-2011		
264-268	Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).	1986-2009		
269-270	Zone urbaine prioritaire (ZUP).	1962-1966		
271	Communes sinistrées pendant la seconde guerre mondiale.	1946-1970		
272	Recueil de servitudes d'utilité publique des communes non dotées de POS.	1999-2000		
273-274	Autres dossiers	s.d.-2000		
273	Plan de déplacement urbain (PDU) de l'agglomération de Montbéliard.	1996-1999		
274	Études relatives à l'urbanisme et à la voirie.	s.d.-2000		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
1-272	Documents d'urbanisme	1946-2013		
1-5	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU)	1967-1999		
1-3	SDAU de l'aire urbaine de Belfort - Montbéliard. Les SDAU, institués par la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967, ont été remplacés par les schémas de cohérence territoriale (SCOT) par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dite loi SRU. Les SDAU ne sont obligatoires que pour les communes de plus de 10000 habitants et sont prescrits par arrêté préfectoral. Ils ont pour objet d'étudier l'aménagement d'un territoire regroupant plusieurs communes dont les habitants sont unis par une communauté d'intérêts économiques et sociaux et sur lequel des actions concertées sont à prévoir.	1967-1980		
1-2	Études d'ensemble préalables, rapports et cartes.	1968-1978		
1	1968-1972 A noter : livre blanc de l'aire urbaine Belfort-Montbéliard, études sociologique et rurale, apports relatifs à l'emploi, aux migrations, à la démographie et à l'économie.	1970-1975		
2	1973-1978			
3	Comptes rendus de réunions de l'association d'étude de l'aire urbaine et de la commission locale du SDAU, notes et correspondance.	1967-1980		
4	Schéma de secteur d'aménagement et d'urbanisme (SSAU) de Montbéliard : rapports, notes de présentation, comptes rendus de réunions, cartes.	1974-1979		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
5	Schéma directeur du Pays de Montbéliard, élaboration : établissement du périmètre, avis et rapports des services de l'État, rédaction du « porter à connaissance » (PAC, 1991, 1996-1999).	1991-1999		
6-7	Plan d'urbanisme directeur (PUD). - Seloncourt.	1963-1973		
6	Élaboration : dossier d'approbation.	1963		
7	Modifications (1967-1973). Révision partielle (1968-1972).	1967-1973		
8-200	Plans d'occupation des sols (POS) puis plans locaux d'urbanisme (PLU). <u>Historique.</u> - Le POS a été institué par la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967 et a été remplacé par le plan local d'urbanisme (PLU) par la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et aux renouvellements urbains, dite loi SRU. Jusqu'aux années 1980, l'instruction réglementaire de l'élaboration, de la révision ou de la modification des POS relevait des services déconcentrés de l'État. La prescription et l'approbation de ces documents prenaient alors la forme d'un arrêté préfectoral. Avec la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition entre les communes, les départements, les régions et l'État, les communes deviennent totalement responsables de l'établissement ou du changement des documents de planification urbaine, les services de l'État restant toutefois associés à cette procédure. Par ailleurs, les communes choisissent librement l'organisme chargé de réaliser les études, qui peut être, mais pas obligatoirement, la DDE, dans le cadre d'une mise à disposition auprès de la commune. Dès ce moment, la prescription et l'approbation des POS doivent être prises par délibération du conseil municipal.	1969-2013		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	<u>Structure des dossiers.</u> - Les dossiers d'élaboration, de révision ou de modification des POS ont tous la même organisation structurelle, qui correspond aux différentes phases de la procédure d'instruction réglementaire des affaires, depuis la prescription par arrêté préfectoral ou délibération du conseil municipal, jusqu'à l'approbation par arrêté préfectoral ou délibération du conseil municipal : constitution et activité du groupe de travail, consultation des services de l'État (conférence entre services), consultation de la commission départementale d'urbanisme, consultation des conseils municipaux, publication, enquête publique, approbation. <u>Typologie générale de chaque dossier.</u> - Arrêtés préfectoraux, avis et rapports des services de l'État, délibérations et avis des conseils municipaux, avis de la commission départementale d'urbanisme, synthèse des éléments devant être portés à la connaissance des maires des communes concernées (PAC), plans, listes des opérations, règlement d'urbanisme, rapports, comptes rendus de réunions du groupe de travail, registres d'enquête, correspondance.			
8-9	Groupement d'urbanisme (GU) de Morteau. - Élaboration, première phase. Communes incluses dans le GU : Les Combes, Les Fins, Les Gras, Grand-Combe-Châteleu, Montlebon, Morteau et Villers-le-Lac. Voir également les versements 1324W et 2004W.	1974-1982		
8	Constitution du GU : avis des Conseils Municipaux, arrêté préfectoral de constitution du GU et de prescription du POS, arrêté préfectoral de constitution du groupe de travail, comptes rendus de réunions du groupe de travail, correspondance, notes et cartes.	1974-1982		
9	Consultation des services de l'État et des conseils municipaux : rapport de présentation, règlement d'urbanisme, listes des emplacements, plans, extraits de délibérations des conseils municipaux, résultats et avis des services de l'État et des conseils municipaux.	1977-1980		
10-200	Communes Pour des dossiers antérieurs, voir le versement 1802W	1969-2013		
10-14	Abbévillers	1986-2009		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
10	Élaboration.	1986-1989		
11	Modifications.	1991-1998		
12-13	Révision.	1998-2002		
12	Application anticipée.			
13	Enquête publique et dossier d'approbation.			
14	Révision simplifiée et modification n°1.	2007-2009		
15	Aibre. - Élaboration.	2004-2008		
16	Allenjoie. - Révision (1999-2002). Modification simplifiée (2013).	1999-2013		
17	Arbouans. - Élaboration (2003-2010). Modification (2013).	2003-2013		
18-19	Arcey	2003-2012		
18	Élaboration.	2003-2008		
19	Modification et révision simplifiée.	2011-2012		
20-23	Audincourt	1988-2006		
20-22	Révision.	1988-1998		
20	Mise en œuvre, arrêté municipal de prescription (1988-1989). Application anticipée (1992). Servitudes d'utilité publique (1989-1992).			
21	Comptes rendus des réunions du groupe de travail (1989-1998). Renouvellement de l'application anticipée (1993-1995). Zone de protection du patrimoine architectural et urbain : rapport, règlement, plans (1989). Étude environnementale (1994). Arrêt du projet (1995).			
22	Enquête publique. Approbation.			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
23	Révisions simplifiées n°1 et 2 (2004-2005). Modifications n°4 et 5 (2005-2006).	2004-2006		
24-27	Bart	2003-2012		
24	Modifications n°3 et 4.	2003-2005		
25-26	Révision n°2.	2004-2006		
25	Prescription. Consultation des services de l'État. Enquête publique.			
26	Approbation.			
27	Modifications	2009-2012		
28-35	Bavans	1983-2011		
28-31	Élaboration.	1983-1992		
28	Prescription. Groupe de travail. Servitudes et informations « porter à connaissance » (PAC).			
29	Projet arrêté par le conseil municipal. Publication.			
30	Enquête publique.			
31	Approbation. Mises à jour.			
32	Modifications n°1 à 3.	1997-2005		
33	Révision n°1.	1998		
34-35	Révision n°2.	2006-2011		
34	Mises à jour. Révision simplifiée et modification. Projet arrêté par le conseil municipal.			
35	PAC. Avis des services de l'État. Enquête publique. Approbation.			
36-38	Bélieu (Le)	1999-2006		
36-37	Révision.	1999-2002		
36	Prescription. Projet arrêté par le conseil municipal.			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
37	Avis des services de l'État et des collectivités. Approbation.			
38	Révision simplifiée (2004). Modification (2006).	2004-2006		
39-41	Bethoncourt	1999-2012		
39	Mise à jour.	1999-2002		
40	Révision.	2005-2006		
41	Modifications n°1 et 2 (2007, 2012).	2007-2012		
42-48	Blamont	1984-2011		
42-45	Élaboration.	1984-1997		
42	Prescription. Projet de règlement d'urbanisme.			
43	Groupes de travail. Servitudes.			
44	Étude environnementale. Consultation des services de l'État. Projet arrêté par le conseil municipal.			
45	Approbation. Publication.			
46	Modifications n°1 à 3 (1997).	1997-2002		
47-48	Révision.	2003-2011		
47	Avis des services de l'État et des collectivités. Projet arrêté par le conseil municipal.			
48	Approbation.			
49-50	Bourguignon	1988-2008		
49	Modifications (1988, 2002).	1988-2002		
50	Révision.	2000-2008		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
51-55	Brognard	1998-2012		
51-52	Modifications.	1998-2003		
51	1998-1999			
52	2002-2003			
53-54	Révision.	2003-2007		
53	Projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État et des collectivités. Enquête publique.			
54	Approbation. Mise à jour.			
55	Modifications n°1 et 2	2009-2012		
56-59	Charquemont	1992-2005		
56	Révision.	1992-1993		
57-58	Modifications.	1999-2001		
57	1999-2000			
58	2000-2001			
59	Révision simplifiée.	2005		
60-61	Chaux-de-Gilley (La)	1983-2004		
60	Élaboration.	1983-1986		
61	Modification.	2004		
62-65	Clerval	1992-2009		
62	Modification.	1992		
63-64	Révision.	1997-2002		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
63	Prescription. Projet arrêté par le conseil municipal.			
64	Étude environnementale. Avis des services de l'État et des collectivités. Application anticipée.			
65	Modifications n°3 et 4 (2002, 2008) Révision simplifiée n°1 et 2 (2004-2008). Mise à jour (2009).	2002-2009		
66-67	Colombier-Fontaine	1982-2010		
66	Élaboration.	1982-1989		
67	Modifications n°2 et 3 (2001, 2007). Révision simplifiée et modification n°4 (2009-2010).	2001-2010		
68	Combes (Les). - Révision.	2006		
69-72	Courcelles-les-Montbéliard	1996-2010		
69-71	Révision.	1996-2001		
69	Prescription. Avis des services de l'État. Étude environnementale.			
70	Application anticipée. Consultation des services de l'État et des collectivités.			
71	Enquête publique. Approbation.			
72	Modifications.	2006-2010		
73-75	Dambenois. - Révision.	2000-2006		
73	Prescription. Projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État.			
74	Enquête publique.			
75	Approbation (2002). Mise en compatibilité du POS (2006).			
76-79	Dampierre-les-Bois	1975-2013		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
76	Élaboration : dossier d'approbation (1975-1977). Modification (1984-1985). Mise à jour (1988). Applications anticipées (1992-1997).	1975-1997		
77-78	Révision.	1999-2003		
77	Prescription. Projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État.			
78	Enquête publique. Approbation.			
79	Modification n°1 et révision simplifiée (2004-2005, 2012-2013).	2004-2013		
80-82	Damprichard	1996-2005		
80-81	Révision.	1996-2001		
80	Prescription. Application anticipée.			
81	Projet arrêté par le conseil municipal. Enquête publique. Approbation.			
82	Modification et révision simplifiée.	2005		
83-85	Dasle	1998-2010		
83-84	Révision.	1998-2007		
83	Prescription. Avis des services de l'État. Projet arrêté par le conseil municipal.			
84	Enquête publique. Approbation.			
85	Modification.	2008-2010		
86-89	Étupes	2002-2011		
86	Modification.	2000-2003		
87-88	Révision.	2002-2006		
87	Prescription. Avis des services de l'État. Projet arrêté par le conseil municipal.			
88	Enquête publique. Approbation.			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
89	Modification.	2011		
90-92	Exincourt. - Révision et modifications simplifiées.	2002-2010		
90	Prescription. Premier projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État.	2002-2006		
91	Deuxième projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État. Enquête publique.	2007-2008		
92	Approbation (2008). Modifications simplifiées (2009, 2010).	2008-2010		
93-97	Feschés-le-Châtel	1996-2012		
93	Modification.	1996		
94-96	Révision.	1999-2003		
94	Prescription.			
95	Enquête publique. Avis des services de l'État.			
96	Approbation.			
97	Mise à jour (2006). Modification n°1 (2006-2007). Révision simplifiée (2012).	2006-2012		
98-100	Fins (Les)	1992-2000		
98-99	Révision.	1992-1998		
98	Prescription. Avis des services de l'État et des collectivités. Étude environnementale. Groupe de travail. Application par anticipation.			
99	Projet arrêté par le conseil municipal. Enquête publique. Approbation.			
100	Modification.	2000		
101-102	Gilley	1979-2005		
101	Élaboration.	1979-1987		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
102	Modification n°1 (1989-1990). Mise à jour (1994). Modification n°2 (1996). Révision simplifiée, prescription (2005).	1989-2005		
103-1	Grand-Charmont	1998-2009		
103	Révision partielle.	1998-2000		
104	Modification n°2 et révision simplifiée.	2002-2004		
105-106	Révision.	2001-2006		
105	Prescription. Projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État. Enquête publique.			
106	Consultation des services de l'État. Approbation.			
107	Révision simplifiée et modifications n°1 et 2.	2007-2009		
108-110	Grand'Combe-Châteleu	2001-2007		
108	Modification.	2002-2003		
109-110	Révision.	2001-2007		
109	Prescription. Avis des services de l'État.			
110	Projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État. Enquête publique. Approbation.			
111-112	Gras (Les)	1975-2000		
111	Modifications n°1 et 2 (1975-1985, 2000).	1975-2000		
112	Révision.	1996-1999		
113-115	Hérimoncourt	1992-2013		
113-114	Révision.	1992-2001		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
113	Prescription. Avis des services de l'État. Applications anticipées.	1992-2001		
114	Enquête publique. Approbation.	1999-2001		
115	Modification n°2 et 3 (2004, 2013).	2004-2013		
116-118	Isle-sur-le-Doubs (L')	1969-2010		
116	Élaboration (1969-1975). Modification (1976-1978).	1969-1978		
117	Modifications (1985, 1986, 1990, 2001). Révision (1999-2005).	1985-2005		
118	Modification et révision simplifiée.	2008-2010		
119	Longeville-sur-le-Doubs. – Élaboration : dossier d'approbation (1986). Modification (1998). Modification (2009). Mises à jour (2007, 2010).	1986-2010		
120-121	Lougres. - Élaboration.	2002-2011		
120	Prescription. Avis des services de l'État. Première approbation.			
121	Seconde approbation.			
122-125	Maîche	1987-2005		
122-123	Révision.	1987-1996		
122	Étude environnementale. Prescription. Avis des services de l'État. Application anticipée.			
123	Avis des services de l'État. Enquête publique. Application.			
124	Modifications n°1 à 3.	1998-1999		
125	Mise à jour (1999). Modifications n°4 à 6 (2000-2003). Révision simplifiée (2005).	1999-2005		
126-130	Mandeure	1993-2009		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
126-127	Révision.	1993-2002		
126	Prescription. Avis des services de l'État et des collectivités.			
127	Projet arrêté par le conseil municipal. Enquête publique. Avis des services de l'État. Approbation.			
128-130	Modifications.	2003-2009		
128	Modification n°2.	2003		
129	Modification n°3 et 4.	2004-2006		
130	Modification n°5.	2009		
131-134	Mathay	2001-2012		
131-132	Élaboration.	2001-2007		
131	Prescription. Avis des services de l'État. Projet arrêté par le conseil municipal.			
132	Approbation.			
133	Modification simplifiée.	2009-2010		
134	Modification.	2011-2012		
135-143	Montbéliard	1989-2012		
135	Révision.	1989		
136	Modifications n°11 et 13.	1999-2000		
137-140	Révision n°2.	2000-2002		
137-138	Consultation et avis des services de l'État.	2000-2002		
137	2000			
138	2001-2002			
139	Projet arrêté par le conseil municipal.	2001		
140	Approbation.	2002		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
141	Modifications n°1 à 3 (2002-2003, 2005). Mise à jour (2003) Révisions simplifiées n°1 et 2 (2004-2005).	2002-2005		
142	Mise à jour (2006). Modifications n°4 et 5 (2006-2007).	2006-2007		
143	Modifications n°6 et 7 (2009, 2012). Révision simplifiée n°3 (2009).	2009-2012		
144-146	Montenois	1983-2010		
144	Élaboration.	1983-1988		
145	Modifications n°4 et 5.	1997-2000		
146	Révision et modification simplifiée.	2002-2010		
147-148	Montlebon	1996-2000		
147	Révision.	1996-1999		
148	Modification.	2000		
149-151	Morteau. - Modifications.	1984-1998		
149	1984-1987			
150	1991			
151	1994-1998			
152-154	Nommay	2001-2009		
152-153	Révision.	2001-2005		
152	Prescription. Projet arrêté par le conseil municipal.			
153	Avis des services de l'État et des collectivités. Approbation.			
154	Révision simplifiée.	2009		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
155-159	Pont-de-Roide-Vermondans	2000-2010		
155-157	Révision.	2000-2005		
155	Prescription. Avis des services de l'État. Recueil des servitudes.			
156	Projet arrêté par le conseil municipal.			
157	Approbation.			
158	Modification n°5 (2003). Révision simplifiée (2006-2007).	2003-2007		
159	Modifications.	2008-2010		
160	Présentevillers. - Révision.	1999-2000		
161	Saint-Hippolyte. - Modifications (1994-1998, 2003). Mise à jour (1999).	1994-2003		
162	Saint-Julien-lès-Montbéliard. - Élaboration (1983). Modifications (1995-2008).	1983-2008		
163	Sainte-Marie. - Élaboration.	2001-2008		
164-166	Sainte-Suzanne	2001-2009		
164-165	Révision.	2001-2004		
164	Prescription. Projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État.			
165	Enquête publique. Approbation.			
166	Révision simplifiée et modification n°1.	2009		
167-170	Seloncourt	1995-2011		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
167-169	Révision.	1995-1999		
167	Prescription. Avis des services de l'État et des collectivités. Applications anticipées.			
168	Projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État et des collectivités.			
169	Enquête publique. Approbation.			
170	Modifications n°5 à 7.	2005-2011		
171-172	Sochaux	1990-2011		
171	Modifications n°1 à 4.	1990-1996		
172	Mise à jour (1999). Modifications n°5 et 6 (1999, 2002). Mise en compatibilité du PLU suite au projet de construction d'un complexe aquatique (2011).	1999-2011		
173-177	Taillecourt	1974-2011		
173-174	Élaboration.	1974-1980		
173	Prescription. Groupe de travail. Avis des services de l'État. Enquête publique.			
174	Approbation.			
175-176	Révision.	1985-1988		
175	Prescription. Groupe de travail. Consultation et avis des services.			
176	Règlement d'urbanisme. Application anticipée. Approbation. Mise à jour.			
177	Modifications.	1990-2011		
178-180	Vandoncourt	1999-2007		
178-179	Révision.	1999-2005		
178	Prescription. PAC. Modification n°5 (2003).			
179	Avis des services de l'État. Projet arrêté par le conseil municipal. Enquête publique. Approbation.			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
180	Modification et révision simplifiée.	2006-2007		
181-187	Valentigney	1989-2012		
181-183	Révision du POS.	1989-1997		
181	Prescription. PAC. Servitudes.			
182	Groupe de travail. Application anticipée. Projet à arrêter.			
183	Plan arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État et des collectivités. Enquête publique. Approbation.			
184	Modification n°1 et 6.	1998-2003		
185	Modification n°7.	2004		
186-187	Révision du POS et transformation en PLU.	2002-2012		
186	Prescription. PAC. Application anticipée.			
187	Projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État.			
188-192	Vieux-Charmont	1992-2013		
188-190	Révision.	1992-1997		
188	Prescription. Étude environnementale. Avis des services de l'État. Groupe de travail.	1992-1997		
189	Projet arrêté par le conseil municipal. Avis des services de l'État.	1996-1997		
190	Enquête publique. Approbation.	1997		
191-192	Modifications.	2003-2013		
191	2003-2006			
192	2010-2013			
193-199	Villers-le-Lac	1984-2007		
193-196	Élaboration.	1984-1990		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
193	Prescription. Groupe de travail. Projet arrêté par le conseil municipal.	1988-1992		
194	Première publication. Deuxième projet arrêté par le conseil municipal.			
195	Publication des modifications. Deuxième consultation des services. Deuxième publication.			
196	Enquête publique. Approbation.			
197-198	Déclaration d'utilité publique (DUP) et mis en compatibilité du POS.			
197	Prescription. Dossier d'enquête préalable.	1999-2007		
198	Enquête publique. Approbation.			
199	Modifications.			
200	Voujeaucourt. - Modification (1999). Révision (2001-2006).	1999-2006		
201-244	Cartes communales La carte communale est un document plus souple et léger que le POS, tant dans sa conception que dans son élaboration. Il est adapté aux communes rurales qui ne disposent ni de POS ni de PLU. C'est un simple document de référence établi entre la commune et l'administration, il est approuvé par délibération du conseil municipal. Il assure une meilleure cohérence et une plus grande efficacité de l'application du règlement national d'urbanisme (RNU) au cours de l'instruction des demandes d'autorisation de construire. Toutefois, la carte communale, contrairement au POS, n'est pas un document juridique opposable aux tiers et les motifs de refus de permis de construire et d'autorisation de lotir restent fondés sur les articles appropriés du RNU. Cependant, son régime juridique a été renforcé dans la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dite loi SRU. <u>Structure des dossiers.</u> - Les dossiers d'élaboration ou de révision des cartes communales ont tous la même organisation structurelle, correspondant aux différentes phases de la procédure d'instruction réglementaire des affaires, depuis la prescription par arrêté préfectoral ou délibération du conseil municipal, jusqu'à l'approbation par délibération du conseil municipal, puis par arrêté préfectoral : constitution et activité du groupe de travail, consultation des services de l'État (conférence entre services), consultation de la commission départementale d'urbanisme, consultation des conseils municipaux, enquête publique, approbation.	2001-2013		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	<u>Typologie documentaire générale</u> : arrêtés préfectoraux, délibérations des conseils municipaux, rapports de présentations, cartes, études d'urbanisme, registres et rapports d'enquête publique, correspondance.			
201	Anteuil	2006-2009		
202	Appenans	2003-2006		
203	Autechaux-Roide	2004-2009		
204	Belvoir	2002-2011		
205	Berche	2002		
206	Beutal	2002-2011		
207	Blussangeaux	2006-2008		
208	Bondeval	2002-2008		
209	Chazot	2008-2010		
210-211	Crosey-le-Grand	2005-2010		
210	Élaboration	2005-2008		
211	Révision	2009-2010		
212	Dambelin	2002-2009		
213	Dampierre-sur-le-Doubs	2003-2008		
214-215	Dung	2003-2011		
214	Élaboration	2003-2007		
215	Révision	2009-2011		
216	Échenans	2003-2012		
217-218	Écot	2001-2006		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
217	Élaboration	2001-2005		
218	Révision	2006		
219	Écurcey	2002-2008		
220	Étrappe	2004-2007		
221	Fontaine-les-Clerval	2006-2007		
222	Goux-les-Dambelin	2003-2008		
223	Laire	2006-2010		
224	Lanans	2004-2006		
225	Meslières	2003-2005		
226	Noirefontaine	2005-2007		
227	Pierrefontaine-les-Blamont	2007-2009		
228	Rahon	2002-2008		
229	Remondans-Vaivre	2005-2007		
230-231	Roche-les-Blamont	2002-2010		
230	Élaboration	2002-2006		
231	Révision	2009-2010		
232	Saint-Maurice-Colombier	2002-2006		
233-234	Sancey-le-Long	2004-2010		
233	Élaboration	2004-2006		
234	Révision	2010		
235	Semondans	2002-2009		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
236	Solemont	2002-2006		
237	Soye	2002-2003		
238	Valonne	2005-2007		
239-240	Vellerot-les-Belvoir	2005-2012		
239	Élaboration	2005-2008		
240	Révision	2011-2012		
241	Vellevans	2008-2011		
242	Vernoy (Le)	2002-2006		
243	Villars-les-Blamont	2008-2010		
244	Villars-sous-ECOT	2006-2013		
245-263	Zones d'aménagement concerté (ZAC) et zones d'aménagement différé (ZAD). Après de multiples modifications et la décentralisation partielle de la procédure, le régime juridique des ZAC (créées en 1967), a été réformé en profondeur par la loi SRU du 13 décembre 2000. Les ZAC sont le moyen le plus courant de réalisation d'opérations d'aménagement. Les ZAD visent à délimiter le périmètre de futures opérations d'aménagement et à lutter contre la spéculation foncière, en permettant aux collectivités de disposer d'un droit de préemption urbain (DPU) de six ans.	1971-2011		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	<u>Structure des dossiers.</u> - Les dossiers de création ou de modification de ZAC ou de ZAD ont tous la même organisation structurelle, depuis la demande de création ou de modification, jusqu'à l'autorisation par arrêté préfectoral ou délibération du conseil municipal. <u>Typologie générale de chaque dossier :</u> dossiers de demande de création ou de modification, délibérations du conseil municipal, arrêtés préfectoraux d'autorisation de création ou de modification, dossiers de réalisation, rapports de présentation, règlements d'aménagement de zone, plans, études, registres d'enquête publique, avis des services de l'État, dossier de « porter à connaissance » rédigé par le service urbanisme de la DDE.			
245	Arcey et Audincourt Arcey. - ZAD « Au village » (2003). Audincourt. - ZAC du « Pré daim » (2005). ZAC des « Grandes pesses » (2005). ZAC « Espace Jean Bazaine » (2005-2009).	2003-2009		
246	Bavans à Bourguignon Bavans. - ZAC « Les hauts de Bavans » (2004-2007). Bethoncourt. - ZAC « La Bouloie » (2004-2006). Bourguignon. - ZAC « La Champagne » (1998-1999).	1999-2007		
247	Colombier-Fontaine et Courcelles-lès-Montbéliard Colombier-Fontaine. - ZAC du « Bié » (2006). Courcelles-lès-Montbéliard. - ZAC « Les hauts de Courcelles » (2001-2009).	2001-2009		
248	Dampierre-les-Bois. ZAD « du Parcours » et de la « Loicheusse » (1984-1990). ZAC les « Côteaux fruitiers » (2005-2009).	1984-2009		
249	Grand-Charmont	1988-2009		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	ZAC et ZAD « les Jonchets » (1988-2009).			
250	Hérimoncourt et Mandeuze Hérimoncourt. - ZAC « la Bouloie » (1977-1981). ZAC « à la Ville » (2008). Mandeuze. - ZAC « des Andanges » (1999-2005).	1977-2008		
251	Mathay. - ZAC et ZAD « les hauts de Mathay ».	1999-2011		
252-255	Montbéliard	1998-2008		
252	ZAC du « Mont-Chevis ».	2000-2006		
253	ZAC du « Pied des Gouttes ».	2000-2009		
254	ZAC des « Portes du Jura ».	1998-2008		
255	ZAC de « Velotte ».	2002-2004		
256-258	Pays de Montbéliard. - ZAC de « Technoland ».	1998-2009		
256	Modification du plan d'aménagement de zone.	1998		
257	Modification n°2.	2003		
258	Extension, DUP et mise en compatibilité.	2006-2009		
259	Saint-Maurice-Colombier à Santoche Saint-Maurice-Colombier. - ZAD du « Rang de la Gesse » (2009). Sainte-Suzanne. - ZAC les « Terrasses de Sainte-Suzanne » (2004). Santoche. - ZAD les « Brottes » (2008).	2004-2009		
260	Valentigney.	1971-2008		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
261	ZAC des « Bruyères » (1971-1980). ZAC des « Combottes » (2004). ZAC les « Longines » (2008). Vieux-Charmont. - ZAC les « Hauts Bois ».	2004-2007		
262-263	Voujeaucourt	1985-2006		
262	ZAC la « Cray ».	1985		
263	ZAC de « Montadry ».	1998-2006		
264-268	Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP). - Montbéliard. Les zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU) sont instituées par la loi n° 83-8 du 8 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les collectivités territoriales et l'État (articles 70-72). Elles deviendront zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) par la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages (article 6). Elles visent à définir en accord entre l'État et les collectivités les modalités de gestion d'un secteur urbain d'intérêt patrimonial. Elles sont créées et délimitées après enquête publique, par un arrêté du préfet de région avec l'accord de la commune et après avis de la Commission régionale du patrimoine et des sites.	1986-2009		
264	Prescription. Enquête publique.	1986-1989		
265-267	Révision.	1995-2005		
265	1995-1999			
266	2000			
267	2001-2005			
268	Modification.	2009		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
269-270	Zone urbaine prioritaire (ZUP). - Montbéliard, ZUP de la Petite Hollande : avant-projet général.	1962-1966		
269	Sous-dossier général.	1962-1964		
270	Sous-dossier technique. Détail estimatif analytique. Détail estimatif de synthèse.	1965-1966		
271	Communes sinistrées pendant la seconde guerre mondiale. Projets techniques d'aménagement et de reconstruction : arrêtés préfectoraux, délibérations des conseils municipaux, rapports, plans, procès-verbaux d'enquête publique, correspondance. Communes concernées : Sainte-Marie, Saint-Maurice-Échelotte, Séchin, Sochaux et Vermondans. Voir également les articles des versements 369W8-10 et 2004W378-384.	1946-1970		
272	Recueil des servitudes d'utilité publique (SUP). Communes non dotées d'un POS : avis des services de l'État, cartes, correspondance. Communes concernées : Bondeval, Thulay, Autechaux-Roide, Dannemarie, Écurecey, Glay, Meslières, Pierrefontaine-les-Blamont, Roche-les-Blamont, Villars-les-Blamont.	1999-2000		
273-274	Autres dossiers	s.d.-2000		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
273	Plan de déplacement urbain (PDU) de l'agglomération de Montbéliard, rédaction du PAC: comptes rendus de réunions, documentation de travail, études, correspondance, projets, avis des services de l'État, synthèse. Le PDU, obligatoire pour les communes de plus de 100 000 habitants depuis la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, est une démarche de planification sur 10 ans qui impose une coordination entre tous les acteurs concernés, pour élaborer un projet global en matière d'aménagement du territoire et des déplacements. Cette élaboration est de la compétence des autorités organisatrices des transports urbains, qui l'instaurent par délibération, en association avec les services de l'État et soumis pour avis au préfet, aux conseils général et régional et aux conseils municipaux. Le dossier est soumis à enquête publique puis approuvé par l'autorité de transport. Le service urbanisme de la DDE était chargé d'établir le document permettant de « porter à connaissance » (PAC) à l'autorité de transport les obligations juridiques qui s'imposent à elle pour l'élaboration de son PDU et de faire la synthèse des avis des services de l'État.	1996-1999		
274	Études relatives à l'urbanisme et à la voirie. Études qui concernent les communes de Clerval, de Santoche, de Montbéliard, de Nommay et de Sainte-Marie, ainsi que le SIVOM de la vallée du Rupt.	s.d.-2000		

Le chef du service versant :

Reçu les documents ci-dessus mentionnés

Besançon, le 15 avril 2015

La Directrice des Archives départementales du Doubs
Nathalie VIDAL